



Peut-on s'accommoder de l'intermittence des énergies renouvelables ?

François Poizat, membre de « *Sauvons le climat* », a approfondi cette question en partant de l'exemple allemand et a surtout tenté, dans une étude très documentée utilisant des sources indiscutables, d'apporter des réponses argumentées.

Après avoir détaillé la réalité de l'intermittence de l'éolien et du solaire, et montré quels moyens de production, essentiellement fossiles, compensaient réellement leurs manques de production, l'étude montre bien que la décision de sortie du nucléaire, colonne vertébrale de l'« *Energiewende* », et le fort développement des énergies renouvelables électriques constituent bien un « tournant énergétique » au sens strict. Mais l'étude révèle aussi que **les préoccupations écologiques en étaient, de facto, totalement absentes** et que l'exploitation des ressources minières dont dispose ce pays était le fondement de sa géostratégie.

L'auteur s'interroge alors sur la raison pour laquelle la France, totalement dépourvue de ressources minières, disposant d'une électricité décarbonée à 93 %, a voulu imiter l'Allemagne. D'autant que, pour plusieurs observateurs, la réduction du nucléaire, voulue depuis 2012 par le gouvernement français, résulte d'une forte pression au niveau européen, et particulièrement au niveau allemand, pour contrecarrer l'atout de compétitivité que le plan Messmer de 1974 avait conféré à l'économie française. **Pourquoi une partie du milieu politique français a-t-elle collaboré avec la Communauté Européenne alors que ce n'était pas notre intérêt**, ni du point de vue climatique, ni du point de vue environnemental, ni même du point de vue économique ?

Avant que les historiens ne statuent sur ces évolutions, trop tard malheureusement, le risque de black-out grandit ... De fait, les électrons éoliens et solaires saturent les réseaux, y compris ceux des pays voisins, décourageant toute velléité d'investissement dans des moyens de production pilotables car ceux-ci sont mis en concurrence, déloyale, avec des énergies subventionnées, aléatoires et dispensées de garantie de disponibilité ... De ce point de vue, les prix négatifs évoqués dans l'étude _ dont l'impact économique, à court terme, reste minime _ constituent un « *signal prix* » on ne peut plus ... négatif !

Enfin, s'il est un « **principe de précaution** » à respecter, c'est bien celui de **ne pas supprimer des énergies pilotables et non-émettrices de CO₂, le nucléaire par exemple, tant qu'on n'aura pas résolu la question du « back-up » pour pallier des manques de vent ou de soleil de plusieurs jours, c'est-à-dire du stockage d'électricité en très grandes quantités**. Surtout si l'on songe que **notre Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, récemment débattue, prévoit des capacités éolienne et photovoltaïque voisines de celles atteintes, d'ores et déjà, par nos voisins, mais sans leur back-up pilotable !**

Or, à ce jour, seules les Stations de Transfert d'Énergie par Pompage (STEP) peuvent, aux plans technique et économique, répondre à ce défi sauf que ... la géographie ne leur est pas favorable : l'Allemagne n'a pas de perspectives en ce domaine ; quant à la France, elle n'a plus guère de projets techniquement envisageables et, surtout, socialement acceptables.

Note d'étude de François Poizat : *Peut-on s'accommoder de l'intermittence des Énergies Renouvelables ?*

[Version résumée \(3 pages\)](#)

[Version complète \(11 pages\) avec Annexe \(35 folios\)](#)